

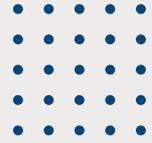


FRIEDRICH NAUMANN
STIFTUNG Für die Freiheit.

مركز

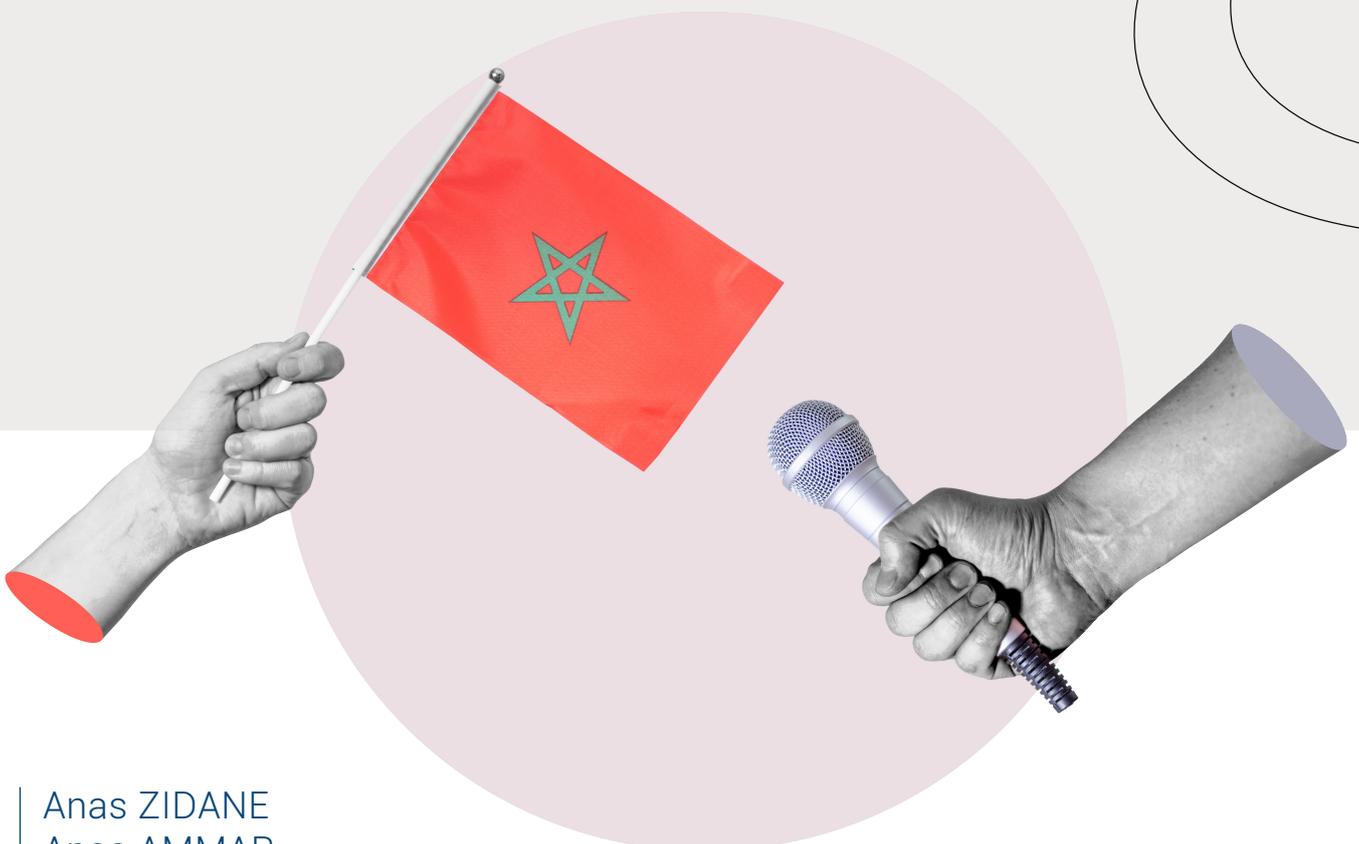
Maroc

المغرب



Ambitions politiques vs. Réalité quotidienne :

Les défis persistants du gouvernement
Marocain à mi-mandat



Anas ZIDANE
Anas AMMAR

Malgré les promesses ambitieuses et les discours optimistes, la réalité sur le terrain révèle de sérieuses lacunes et des aspects nécessitant une attention particulière pour atteindre un niveau optimal dans plusieurs domaines clés. Il est temps de confronter le gouvernement à ses responsabilités et de mettre en lumière certains obstacles significatifs.

L'économie marocaine demeure marquée par une croissance insuffisante et une distribution inégale des richesses. Les taux de chômage, notamment parmi les jeunes, restent alarmants et les inégalités sociales se creusent. Les politiques économiques mises en œuvre sont limitées en impact et ne parviennent pas à stimuler un développement inclusif et durable. De plus, l'augmentation récente des prix des bouteilles de gaz a rendu encore sensible, la situation économique des ménages, rendant les récentes augmentations de salaires largement insuffisantes.



Ensuite, le secteur de l'éducation traverse une crise profonde . Les réformes annoncées tardent à montrer des résultats tangibles et les indicateurs de performance éducative stagnent à des niveaux préoccupants. Les infrastructures scolaires sont inadéquates et les programmes éducatifs obsolètes, ce qui handicape sérieusement la convergence du produit privé et le rendement public. Par ailleurs, le dialogue social avec les jeunes, en particulier ceux des secteurs de la médecine et des enseignants recrutés sous contrat, est pratiquement absent dans certains cas (en réponse aux grèves des étudiants de la Médecine et de la Pharmacie). Ces groupes expriment un mécontentement croissant face à la précarité de leurs conditions de travail, et au manque de perspectives claires.

Le gouvernement a également été confronté à des défis

considérables, notamment la guerre entre l'Ukraine et la Russie ainsi que le séisme qui a frappé le Maroc le 8 septembre 2023 , affectant de nombreux villages des montagnes du Haut Atlas. Malgré ces défis et d'autres encore, qui sont répandus partout dans le monde et ne peuvent pas servir de bouclier pour protéger le gouvernement, il est donc crucial de reconnaître les insuffisances et de montrer un bon esprit politique accompagné de mesures adéquates.

Cet article se propose de partager de manière franche et constructive les défis actuels. Il serait bénéfique que le gouvernement marocain envisage des mesures audacieuses pour répondre aux attentes légitimes de la population. Une transformation en profondeur est essentielle pour construire un avenir plus prometteur pour le Maroc, au bénéfice de tous.

¹ Programme gouvernemental 2021-2026 : Les principaux engagements et chiffres (quid.ma)

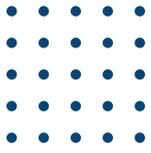
² Discours d'Akhannouch devant le Parlement : Bilan de mi-mandat et ambitions futures - Belpresse

³ Rapport de suivi de la situation économique au Maroc, Automne 2023 : De la résilience à la prospérité partagée (banquemondiale.org)

⁴ Le Maroc veut remettre à niveau ses élèves du public (lemonde.fr)

⁵ Education : Après la crise, une réforme sectorielle en perspective (hespress.com)

⁶ Maroc : pourquoi le séisme a-t-il été si dévastateur ? | National Geographic



État des lieux de l'économie et de l'emploi

À mi-mandat, l'économie marocaine se trouve dans une situation alarmante, marquée par l'éradication de plus de 180 000 postes. Cette destruction massive d'emplois est le résultat direct du manque de rendement des investissements, qui ne produisent que des emplois saisonniers et temporaires, voués à disparaître dès la fin des projets et chantiers. Ces emplois éphémères ne contribuent pas à une croissance durable et sont souvent informels, ce qui creuse davantage les inégalités et limite les avantages pour l'économie réelle.

Le chômage atteint des niveaux critiques, avec un taux global de 13,7%, soit une augmentation de 0,8 point par rapport à la période précédente. Au niveau national, 1 645 000 personnes sont sans emploi, enregistrant une hausse de 96 000 chômeurs. Ce fléau est particulièrement prononcé en milieu urbain, où le taux de chômage atteint 17,6%, contre 6,8% en milieu rural. Les jeunes, les diplômés et les femmes sont les plus durement touchés, révélant l'incapacité du marché du travail à absorber cette main-d'œuvre qualifiée.

Répartition géographique et régionale du chômage

La répartition géographique du chômage révèle une concentration préoccupante dans cinq régions principales : Casablanca-Settat, Fès-Meknès, Rabat-Salé-Kénitra, l'Oriental et le Sud. Les régions de

l'Oriental et du Sud affichent les taux de chômage les plus élevés, tandis que Marrakech-Safi, Tanger-Tétouan-Al Hoceima et Drâa-Tafilalet présentent des taux relativement plus bas.

⁷ Marché du travail | Site institutionnel du Haut-Commissariat au Plan du Royaume du Maroc (hcp.ma)

⁸ La situation du marché du travail au premier trimestre de 2024 (hcp.ma)

⁹ Taux de chômage au Maroc 2023 | Statista

Problèmes structurels et transformations économiques

Les secteurs traditionnels comme l'agriculture et le textile, pourtant historiquement robustes, sont en pleine mutation numérique, nécessitant des compétences avancées en gestion de données et technologies agricoles. Cette transformation, bien qu'elle offre des opportunités pour les travailleurs

qualifiés, impose un défi de requalification pour ceux laissés pour compte. Les disparités régionales accentuent ce problème, les zones rurales étant gravement défavorisées par rapport aux centres urbains en termes d'opportunités d'emploi.

Impact des politiques économiques et sociales

Des exemples de la mauvaise gestion des ressources se multiplient. Par exemple, le prix de la bouteille de gaz augmentera progressivement pour atteindre 50 dirhams en 2024 (déjà appliquée pour la première tranche), 60 dirhams en 2025, et 70 dirhams en 2026. Ces augmentations visent à financer le programme de soutien direct aux familles défavorisées, inscrit dans le registre social unifié, un projet encore à l'état embryonnaire. Cette politique ne fait qu'alourdir le fardeau financier des ménages les plus vulnérables, contredisant l'objectif de créer une

richesse durable et une valeur ajoutée à long terme.

Aziz Akhannouch, le chef du gouvernement, a reconnu que le budget de l'État ne peut pas supporter simultanément le financement de l'aide sociale directe et l'intégralité du coût du système de compensation. Cette admission souligne l'urgence d'élaborer des stratégies économiques plus robustes et durables pour réduire le taux de chômage et soutenir les populations vulnérables sans pénaliser davantage les citoyens déjà défavorisés ou de classes moyennes.



État des lieux de l'économie et de l'emploi

À mi-mandat, l'économie marocaine se trouve dans une situation alarmante, marquée par l'éradication de plus de 180 000 postes. Cette destruction massive d'emplois est le résultat direct du manque de rendement des investissements, qui ne produisent que des emplois saisonniers et temporaires, voués à disparaître dès la fin des projets et chantiers. Ces emplois éphémères ne contribuent pas à une croissance durable et sont souvent informels, ce qui creuse davantage les inégalités et limite les avantages pour l'économie réelle.

Le chômage atteint des niveaux critiques, avec un taux global de 13,7%, soit une augmentation de 0,8 point par rapport à la période précédente. Au niveau national, 1 645 000 personnes sont sans emploi, enregistrant une hausse de 96 000 chômeurs. Ce fléau est particulièrement prononcé en milieu urbain, où le taux de chômage atteint 17,6%, contre 6,8% en milieu rural. Les jeunes, les diplômés et les femmes sont les plus durement touchés, révélant l'incapacité du marché du travail à absorber cette main-d'œuvre qualifiée.

Répartition géographique et régionale du chômage

La répartition géographique du chômage révèle une concentration préoccupante dans cinq régions principales : Casablanca-Settat, Fès-Meknès, Rabat-Salé-Kénitra, l'Oriental et le Sud. Les régions de

l'Oriental et du Sud affichent les taux de chômage les plus élevés, tandis que Marrakech-Safi, Tanger-Tétouan-Al Hoceima et Drâa-Tafilalet présentent des taux relativement plus bas.

⁷ Marché du travail | Site institutionnel du Haut-Commissariat au Plan du Royaume du Maroc (hcp.ma)

⁸ La situation du marché du travail au premier trimestre de 2024 (hcp.ma)

⁹ Taux de chômage au Maroc 2023 | Statista

Défis et complexités des politiques de logement

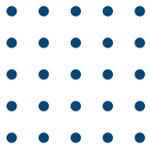
Le volet social des politiques du gouvernement marocain, en particulier en matière de logement, révèle de profondes insuffisances et une approche bureaucratique déconnectée des réalités quotidiennes des citoyens. Les aides au logement se sont alourdies de dimensions techniques complexes et restrictives. Les critères d'éligibilité imposent aux ménages une procédure rigide et souvent humiliante pour prouver leur mérite.

Le programme d'aide au logement ne se limite pas à la construction de logements, mais inclut également une tentative de restructuration du marché foncier pour contrôler la spéculation. Cette initiative, bien que noble, se heurte à la dure réalité des intérêts enracinés et des pratiques de marché profondément ancrées, souvent plus résistantes que le béton armé lui-même (des services de courtiers immobiliers informels, un marché noir de l'achat / vente des biens, une qualité de construction en déclin, etc.) .

Une demande pressante pour un logement abordable ?

Le programme de logement abordable, illustré par la plateforme numérique 'Daam Sakane', a reçu un fort engouement avec 16 302 demandes en une semaine, révélant l'urgence de la demande et l'ampleur des défis pour le gouvernement. Bien que la politique actuelle vise à équilibrer une offre croissante avec le maintien de standards de qualité, elle fait face à des difficultés importantes. Les promoteurs et les autorités doivent

répondre rapidement à la demande tout en garantissant des conditions de vie dignes et durables. Le programme d'aide au logement représente un enjeu majeur pour l'urbanisation marocaine, nécessitant un équilibre entre la révolution numérique et la quête traditionnelle d'un chez-soi. La réussite du projet repose sur des fondations solides, incluant tous les citoyens éligibles sans discrimination.



Dialogue social : Entre évolution et révolution des techniques de communication

Le gouvernement marocain semble osciller entre l'évolution et la révolution des techniques de communication appropriées, mais il demeure éloigné de la réalité vécue par les jeunes. Les réponses apportées par l'exécutif apparaissent souvent déconnectées et difficiles à accepter pour la jeunesse marocaine. Un exemple criant de cette déconnexion est le conflit persistant avec les étudiants en médecine.

Depuis trois mois, les étudiants en médecine à l'Université Publique sont en grève, protestant contre la décision gouvernementale de réduire la durée de leur formation à six ans (au lieu de sept ans). Cette décision, perçue comme précipitée et injustifiée à leur sens, a déclenché une vague de manifestations dans tout le pays. Malgré l'ampleur de la contestation, le ministre de l'Enseignement supérieur a répondu avec une simplicité désarmante : "Non." Une réponse qui illustre le manque d'un dialogue constructif et de considération pour les préoccupations des étudiants.

L'exécutif, inflexible, maintient sa position sans faire d'efforts pour développer un lien plus étroit avec ces jeunes, qui sont pourtant essentiels pour le futur du système de santé marocain. Les étudiants en médecine, par leur formation et leur

engagement, sont destinés à remplir les hôpitaux et à soutenir les nouveaux investissements dans le domaine médical. Ignorer leurs revendications et leur rôle crucial revient à compromettre le développement de ce secteur vital.

Le gouvernement a annoncé que les examens seront organisés selon le calendrier fixé, sans aucun ajustement en réponse à la grève. En créant une atmosphère d'incertitude et de tension, le ministre a également déclaré que le gouvernement se montrera ferme face aux étudiants "perturbateurs" qui tentent d'intimider leurs camarades. Il a assuré que la sécurité psychique et physique des étudiants désireux de poursuivre normalement leur cursus sera garantie. Cependant, cette posture risque d'aggraver le fossé entre le gouvernement et la jeunesse.

Le dialogue social est crucial pour apaiser les tensions et instaurer un climat de confiance. Le gouvernement doit évoluer vers une communication plus empathique et inclusive, reconnaissant les légitimes préoccupations des jeunes et cherchant des solutions concertées. L'intransigeance ne fera qu'amplifier la frustration et l'aliénation ressenties par ces futurs professionnels de la santé.

⁷ Marché du travail | Site institutionnel du Haut-Commissariat au Plan du Royaume du Maroc (hcp.ma)

⁸ La situation du marché du travail au premier trimestre de 2024 (hcp.ma)

⁹ Taux de chômage au Maroc 2023 | Statista

Absence d'évaluations ciblées : Un manque de culture axée sur les résultats

Un des problèmes majeurs du gouvernement marocain réside dans l'absence d'évaluations ciblées et la propagation d'une culture axée principalement sur les résultats immédiats, sans remise en question ni capacité à admettre les erreurs. Cette approche rigide empêche l'innovation et la modernisation nécessaires dans plusieurs secteurs clés tels que l'agriculture, l'eau et le logement.

Pour véritablement progresser, le gouvernement doit investir, en vrai sens, dans la recherche et

l'innovation. Moderniser les pratiques dans des domaines essentiels nécessite non seulement des ressources, mais aussi une volonté de piloter des projets innovants à petite échelle avant de les déployer à grande échelle. Cette approche permet d'adapter les politiques en fonction des leçons apprises, minimisant ainsi les risques d'erreurs à grande échelle et maximisant l'impact positif des initiatives.



Conclusion

Un mandat à mi-parcours marqué par des défis et des opportunités de réforme

A mi-mandat, le gouvernement marocain se trouve à un tournant critique, confronté à des défis économiques et sociaux importants qui nécessitent des réponses urgentes et efficaces. L'évaluation des performances actuelles révèle des lacunes substantielles et met en lumière les domaines où des améliorations sont indispensables pour répondre aux attentes des citoyens et garantir un développement durable et inclusif.

Toujours à notre sens, il est impératif que le gouvernement collabore étroitement avec toutes les parties prenantes, au-delà de la primauté de l'exécutif. Consulter des organismes spécialisés et experts, comme Bank Al-Maghrib (BAM), est crucial pour élaborer des politiques économiques et prendre connaissance sur les interrogations monétaires bien

informées et efficaces. La BAM, avec son expertise approfondie, n'a jamais cessé de fournir des perspectives précieuses qui aideront à aligner les politiques gouvernementales avec les réalités économiques du pays.

Pour que le gouvernement marocain réussisse à transformer ces défis en opportunités, il doit adopter une approche plus inclusive, flexible et basée sur l'évaluation continue. Le développement durable et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens passent par une collaboration étroite avec toutes les parties prenantes, une communication transparente et une volonté de s'adapter et d'innover. En travaillant ensemble, en écoutant les voix des jeunes, des experts et des citoyens, le Maroc peut espérer un avenir plus prospère et équitable.

⁷ Marché du travail | Site institutionnel du Haut-Commissariat au Plan du Royaume du Maroc (hcp.ma)

⁸ La situation du marché du travail au premier trimestre de 2024 (hcp.ma)

⁹ Taux de chômage au Maroc 2023 | Statista

Anas est un jeune chercheur, actuellement en deuxième année du Master d'Économie et d'Évaluation des Politiques Publiques à la FSJES Agdal, Rabat, a débuté sa formation avec une Licence Fondamentale en Sciences Économiques à l'Université Hassan 1er de Settat. Il s'est engagé activement dans diverses initiatives associatives et événements en gestion de projets et démocratie participative.

Anas porte un intérêt marqué pour les questions sociales et politiques, soutenant fermement la nécessité d'une communication transparente entre les citoyens et les décideurs pour renforcer la confiance publique généralisée et promouvoir une participation démocratique active qui repose sur la capacité des citoyens à comprendre les politiques de l'État et à tisser un véritable contrat social.



Anas ZIDANE



Anas AMMAR

Anas est un étudiant chercheur en Master intitulé : « Performance politique et institutionnelle », gestionnaire de projet compétent et un acteur de changement positif. Avec une détermination à œuvrer pour le bien-être communautaire, il a relevé des défis complexes au sein de diverses fondations, en produisant des analyses approfondies sur les enjeux technologiques et sociétaux.

Comme Coordinateur de Projet, il a conduit des initiatives de développement communautaire avec succès. En dehors de son travail, Anas est un défenseur de la participation citoyenne et de l'éducation civique, s'engageant activement dans des ateliers et séminaires pour renforcer la démocratie et promouvoir une culture de responsabilité sociale.

